



# Syndicat **Unitaire** des **Personnels** des **Administrations Parisiennes**

50 avenue Daumesnil 75012 Paris / tel 01 44 68 13 75 / mail: syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

## Dernière F3SCT centrale de l'année 2024 mercredi 11 décembre

La F3SCT remplace l'ex CHSCT. Comme d'habitude nous rendons compte des sujets abordés et de ce que nous avons défendu / proposé.

En **déclaration liminaire**, nous avons interpellé la Ville de Paris à propos :

- Des inquiétudes des personnels par rapport aux **coupes budgétaires**
- Le devoir de vérité et de protection par rapport à la présence de **plomb dans les crèches et les écoles** (révélations de Médiapart sur les défauts de suivi médical ou de travaux en particulier dans des quartiers populaires)
- La contradiction entre la multiplication des **visites de contrôle des arrêts maladie** à la demande de la Ville et le refus affiché d'Anne Hidalgo de stigmatiser les personnels et leur "absentéisme" (le Ville ferait mieux de prendre des mesures pour améliorer les conditions de travail, protéger la santé des personnels)
- L'exigence d'un **dialogue social qui respecte les syndicats** (la Ville de Paris doit cesser de voir des complots politiques lorsque des personnels se mobilisent)

L'élue affirme que "pour l'heure les engagements budgétaires de la Ville seront tenus", elle ne souhaite pas s'exprimer sur le plomb et renvoie au FSSSCT des directions concernées...

Concernant le bilan du **questionnaire télétravail** nous avons réaffirmé qu'au-delà du gain évident (temps de transport, pas d'Open Space où il est difficile de se concentrer), il convient de noter qu'**une partie des personnels en télétravail voit ses conditions de travail se dégrader** (augmentation du temps et/ou de la charge de travail, horaires atypiques, absence de conditions matérielles normales de travail).

Il faut augmenter l'indemnisation du télétravail, fournir du matériel ergonomique, garantir le droit à la déconnexion (outils informatiques professionnels bridés à certaines heures / certains jours).

Nous avons de nouveau appelé à une attention particulière concernant le risque d'inégalité accrue entre femmes et hommes dans l'articulation des temps (le temps hebdo pour le travail domestique et parental pour une femme culmine à 34h contre 18h pour un homme) et pour les conditions de travail (interruptions du fait du travail domestique, moins d'espaces de travail dédié...).

L'élue s'est de nouveau engagée à ce que les prochaines études interrogent précisément les inégalités de genre. A suivre.

Concernant les **locaux sociaux** gérés par le SALPA.

La DSP et la DILT sont censées bénéficier des interventions du SALPA or aucune mention des travaux effectués dans ces directions n'apparaissent dans le rapport. Il s'avère que le SALPA n'a pas été informé d'une alerte de la MISST (Inspection Santé Sécurité Travail) concernant le centre de santé Edison. Le rattachement de la DILT et de la DSP au SALPA est donc pour le moment symbolique.

Le **plan ventilation** (audits dans tous les sites sur plusieurs années pouvant donner lieu à des travaux) connaît de vrais dysfonctionnements : délais très longs de retour vers les Directions de la Ville, rapports d'audit pas transmis aux F3SCT, aux équipes et même pas aux chef.fes d'établissement, **absence de mesures conservatoires** (réorganisation du travail...) en attendant les travaux de fond.

Après intervention de la MISST (Inspection Santé et Sécurité au Travail) l'élue de tutelle s'est engagée à ce qu'une note soit envoyée à l'ensemble des directions (transmission des rapports aux chef.fes d'établissement et aux F3SCT, nécessité de mesures conservatoires). A suivre.

Le **bilan d'activité du SAM** (Service d'Accompagnement et de Médiation) confirme l'**augmentation de la souffrance au travail** (+ 14% de demandes), du fait des sous-effectifs et du management toxique. Il y aussi une augmentation des signalements pour discriminations, violences sexistes et sexuelles.

Même s'il y a désormais 3 psychologues du travail (+2) et bientôt un conseiller en addictologie, ce service reste sous-dimensionné (8 équivalents temps plein pour + de 50 000 agent.es, des milliers de demandes par an). Si des rendez-vous téléphoniques sont proposés en 1<sup>e</sup> intention et réduisent les délais de prise en charge, l'absence de face à face favorisant une relation de confiance est un problème (pourquoi ne pas donner la possibilité de rendez-vous en visio ?).

Le SUPAP-FSU a réaffirmé les exigences déjà portée en intersyndicale en F3SSCT :

- Plus de postes de professionnel.les de la santé mentale dans ce service
- Une formation initiale et continue y compris pour l'accueil téléphonique
- La possibilité pour les représentant.es du personnel de demander des interventions du SAM sur des collectifs de travail en souffrance et surtout qu'ils soient informé.es des diagnostics et préconisations
- Un vrai plan de prévention des addictions
- Une autre politique de la ville pour prévenir les risques psycho organisationnels

Et bien entendu des créations de postes pour mettre fin aux sous-effectifs !

La Ville semble accepter l'idée que les mandaté.es en F3SCT soient informées des interventions du SAM sur des collectifs de travail et des préconisations faites. A vérifier.

Prenons soin de nous et des autres.

**Les mandaté.es du SUPAP-FSU**